

La Propriété industrielle

Paraît chaque mois
Abonnement annuel:
fr.s. 125.—
Fascicule mensuel:
fr.s. 12.—

98^e année - N° 12
Décembre 1982

Revue mensuelle de
l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Sommaire

UNIONS INTERNATIONALES

- Arrangement de La Haye. Ratification de l'Acte de La Haye (1960). Monaco 375
- Arrangement de Nice. Ratification de l'Acte de Genève (1977). Italie 375

ACTIVITÉS D'AUTRES ORGANISATIONS

- Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle. Assemblée et réunion annuelle 375

RÉUNIONS DE L'OMPI

- Programme permanent de l'OMPI concernant la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle. Comité permanent 376

ÉTUDES GÉNÉRALES

- Les inventions dans les Universités suisses (F. Dessemontet) 378
- La protection par brevets dans le domaine du génie génétique (A. Hüni et V. Buss) 396

NOUVELLES DIVERSES

- Bangladesh; Papouasie-Nouvelle-Guinée 410

BIBLIOGRAPHIE 411

CALENDRIER DES RÉUNIONS 413

LOIS ET TRAITÉS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

- *Note de l'éditeur*
- CHINE
Loi sur les marques de la République populaire de Chine (adoptée à la 24^e Session du Comité permanent de la cinquième Assemblée nationale du peuple, le 23 août 1982) Texte 3-001
- INDEX DES LOIS ET TRAITÉS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
publiés de février 1976 à décembre 1982

© OMPI 1982

La reproduction des notes et rapports officiels, des articles ainsi que des traductions de textes législatifs et conventionnels, publiés dans la présente revue, n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de l'OMPI.

ISSN 0033-1430

Unions internationales

Arrangement de La Haye

Ratification de l'Acte de La Haye (1960)

MONACO

Selon l'information reçue par le Directeur général de l'OMPI du Gouvernement des Pays-Bas, le Gouvernement de Monaco a déposé le 13 octobre 1981 son instrument de ratification de l'Acte de La Haye du 28 novembre 1960 de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels du 6 novembre 1925.

La date d'entrée en vigueur dudit Acte de La Haye (1960) sera notifiée lorsque le nombre requis de ratifications ou d'adhésions aura été atteint.

Notification La Haye N° 17, du 18 novembre 1982.

Arrangement de Nice

Ratification de l'Acte de Genève (1977)

ITALIE

Le Gouvernement de l'Italie a déposé le 18 novembre 1982 son instrument de ratification de l'Acte de Genève du 13 mai 1977 de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques du 15 juin 1957, tel que révisé à Stockholm le 14 juillet 1967.

L'Acte de Genève (1977) dudit Arrangement entrera en vigueur à l'égard de l'Italie le 19 février 1983.

Notification Nice N° 57, du 19 novembre 1982.

Activités d'autres organisations

Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle (ATRIP)

Assemblée (deuxième session)
et réunion annuelle
(Genève, 20 et 21 septembre 1982)

NOTE *

La réunion annuelle de l'Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle (ATRIP) et la deuxième session¹ de son Assemblée ont eu lieu à Genève, au siège de l'OMPI, en septembre 1982. L'OMPI a assuré les services de conférence et fourni

un appui financier en prenant notamment en charge les frais de voyage de certains membres des pays en développement. Soixante-deux professeurs et chercheurs (dont trois fonctionnaires de l'OMPI) membres de l'ATRIP, de 20 pays, ont participé à la réunion. L'OMPI était représentée en qualité d'observateur par M. Roger Harben, Directeur, Division de l'information.

L'Assemblée de l'ATRIP a pris note, en les approuvant, des rapports d'activité et des comptes de l'Association et a marqué sa satisfaction devant l'accroissement du nombre des membres qui, de 69 en juillet 1981, est passé à 187 (de 39 pays dont 17 pays en développement) en septembre 1982. L'Assemblée a aussi approuvé les propositions du Comité exécutif concernant le programme d'activités et le budget pour 1983. Ces propositions concernent, entre autres, l'élaboration d'une résolution sur le rôle de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle et la création de commissions de travail sur l'échange de professeurs, les programmes de bourses et d'orientation et les

* Etablie par le Bureau international de l'OMPI.

¹ La note relative à la première session de l'Assemblée a été publiée dans *La Propriété industrielle*, 1981, p. 279.

problèmes de la protection et de l'exploitation des résultats de la recherche universitaire.

Dans le cadre de séances de travail et de groupes d'étude, sous la présidence de différents membres, la réunion a examiné l'évolution récente et les perspectives de l'enseignement du droit de la propriété intellectuelle dans les pays en développement et a entendu des rap-

ports concernant l'influence de l'enseignement et de la recherche sur l'évolution du droit de la propriété intellectuelle et l'évolution récente dans certains domaines, notamment ceux des brevets, du transfert des techniques, du droit d'auteur et des droits voisins.

Le Comité exécutif a convenu que la réunion annuelle de 1983 aurait lieu à Munich.

Réunions de l'OMPI

Programme permanent de l'OMPI concernant la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle

Comité permanent

Huitième session

(Genève, 27-30 septembre 1982)

NOTE *

Le Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle a tenu sa huitième session à Genève du 27 au 30 septembre 1982. Cinquante-sept Etats membres du Comité, dix Etats non membres, quatre organisations intergouvernementales et huit organisations internationales non gouvernementales étaient représentés. La liste des participants suit la présente note.

Le Comité permanent comprend tous les Etats membres de l'OMPI qui ont informé le Directeur général de leur désir de devenir membres. La Grèce et la Somalie sont devenues membres en août 1982 et l'Argentine, les Philippines et l'Uruguay en septembre 1982, ce qui porte à 75 le total des membres de ce Comité.

Conformément aux dispositions spéciales prévues dans le budget approuvé de l'OMPI, l'OMPI a pris en charge les frais de voyage et de séjour d'un délégué de chacun des pays représentés à la session qui sont membres du Comité permanent et qui sont classés parmi les moins avancés des pays en développement.

Le Comité permanent a passé en revue les activités menées depuis sa dernière session¹ et les projets concernant la poursuite des activités en cours et les nouvelles activités à entreprendre à l'avenir, sur la base des rubriques pertinentes du programme et budget approuvé par les Organes directeurs de l'OMPI pour les années 1982 et 1983.

Prenant en considération les observations et suggestions de plusieurs délégations, le Comité permanent a pris note avec satisfaction des activités de coopération pour le développement poursuivies par l'OMPI en ce qui concerne la *formation* ainsi que la création ou le renforcement des *structures législatives et administratives*. Il a décidé d'attirer l'attention des Organes directeurs de l'OMPI sur le décalage entre les besoins du programme de coopération pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle et les ressources et a prié le Directeur général de proposer des mesures susceptibles de diminuer ce décalage quand il préparera le projet de budget, de façon à permettre à l'OMPI de répondre de manière appropriée et avec la souplesse nécessaire aux besoins des pays en développement dans ce domaine. En outre, le Comité permanent a estimé que l'OMPI avait un rôle de centralisation et de coordination à jouer dans la mise en œuvre des diverses ressources disponibles pour la coopération internationale pour le développement en matière de propriété industrielle. Il a prié le Directeur général d'étudier, à la lumière de ses incidences administratives et budgétaires, la possibilité de réunir le Comité permanent chaque année.

Le Comité permanent a noté avec satisfaction, compte tenu des observations et suggestions formulées, les activités et les projets d'action future de l'OMPI tendant à favoriser l'*utilisation effective du système de*

* Etablie par le Bureau international.

¹ La note relative à la septième session du Comité permanent a été publiée dans *La Propriété industrielle*, 1980, p. 180.

la propriété industrielle par les pays en développement dans la perspective de leur développement économique et social, y compris en ce qui concerne les *marques, les activités de propriété industrielle des entreprises des pays en développement, la profession d'avocat et d'agent de propriété industrielle et l'accès à l'information technique contenue dans les documents de brevets*, ainsi que les activités et les projets d'action future de l'OMPI en faveur de la promotion de l'*activité inventive et innovatrice technique* et de la *coopération entre pays en développement*. S'agissant du programme de l'OMPI visant à faciliter l'accès des pays en développement à l'information technique contenue dans les documents de brevets, le Comité permanent a pris note de l'intention du Directeur général de s'efforcer de trouver des solutions qui permettent de réaménager ce programme et d'en définir l'orientation au sein d'une tribune dont la composition reflète pleinement l'importance du programme et son utilité pour les pays en développement.

Le Comité permanent a également approuvé la procédure proposée par le Bureau international concernant les mesures à prendre pour l'instauration d'un Système de coopération internationale pour l'examen des inventions (ICSEI). Plusieurs délégations se sont déclarées prêtes à collaborer à ce système ou à participer aux travaux préparatoires à sa mise en place.

Enfin, le Comité permanent a pris acte avec satisfaction des efforts déployés par le Bureau international pour renforcer sa planification à moyen terme des activités de coopération pour le développement afin d'assurer la cohérence, la continuité et la qualité du programme et a décidé que la planification à moyen terme devait être inscrite à l'ordre du jour de chacune de ses prochaines sessions.

LISTE DES PARTICIPANTS **

I. Etats

Algérie²: B. Ould-Rouis; B. Saci; M. Mati. Allemagne (République fédérale d')²: W. Weiss. Argentine²: F. Jiménez Dávila. Australie²: P. A. Smith. Autriche²: J. Fichte. Bénin²: N. Akambi. Brésil²: A. G. de Alencar; G. R. Coaracy; E. Cordeiro. Bulgarie²: I. Kotzev. Burundi: B. Seburyamo. Cameroun²: W. Eyambe Eyambe. Canada²: J. H. A. Gariépy. Chili²: J. Berguño; R. Plaza; P. Barros. Chine: Shen Yaozeng; Kung Hsi. Chypre: T. Christodoulides. Colombie²: T. Ivars; L. F. Paredes. Congo²: D. J. Samba. Côte d'Ivoire²: K. F. Ekra; M. N'da Komenan. Egypte²: M. Daghash. El Salvador²: J. L. Lovo-Castelar; C. A. Barahona Rivas. Espagne²: J. M. del Corral Perales. Etats-Unis d'Amérique²: S. D. Schlosser;

** La liste contenant les titres et qualités des participants peut être obtenue du Bureau international.

² Etat membre du Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle.

J. H. Williamson. France²: J.-C. Combaldieu; A. Chapard. Gabon²: T. Moussounda. Ghana²: A. A. Cato; J. McCarthy. Grèce²: P. Apostolides. Guinée²: F. Bangoura. Guinée équatoriale: S. Obama Ndonga; C. Ocha Mve Bengobesama. Haute-Volta²: M. B. Bado. Hongrie²: P. Varkonyi. Inde²: L. Puri. Indonésie²: R. Tanzil. Japon²: S. Ono. Kenya²: J. N. King'Arui. Madagascar: O. M. Raveloson. Malawi²: M. M. Takomana. Maroc²: O. Hilale. Mexique²: F. J. Cruz González; A. Arce. Niger²: I. Foukori. Norvège²: T. Hansen. Ouganda²: A. G. Mugarura Ndagije. Pakistan²: S. Bashir. Pays-Bas²: W. Neervoort. Pérou²: A. Thornberry. Philippines²: H. J. Brillantes; E. A. Manalo; F. A. Adriano. Portugal²: R. Serrão. Qatar: M. S. Al-Kuwari; A. Abbass. République de Corée²: S. P. Cha; S.-H. Kim; J.-W. Kee. République démocratique allemande²: H.-W. Mattern. République populaire démocratique de Corée²: C. H. Kim; J. N. Choi. Royaume-Uni²: P. L. Eggington. Rwanda: T. Uzabakiliho. Sénégal²: I. Sy; A. M. Dieng. Soudan²: A. M. O. Yassin. Sri Lanka: A. T. Jayakoddy. Suède²: T. Halen; P. Lindh; E. Nyren. Suisse²: R. Kämpf; J.-M. Souche. Tchécoslovaquie²: M. Slamova. Tunisie²: S. Ben Hamida Ben Yahia. Turquie²: A. Yalgin. Union soviétique²: V. Zubarev; A. Ruban. Uruguay²: C. Fernández Ballesteros; G. González. Yémen²: A. Y. Al-Modwahi. Zaïre²: E. Esaki Kabeya; L. Elcbe.

II. Organisations des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD): E. Bonev.

III. Autres organisations intergouvernementales

Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL): W. Ndagijimana. Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI): P. A. Thiam. Organisation européenne des brevets (OEB): J. C. A. Staehelin; J.-F. Mézières.

IV. Organisations internationales non gouvernementales

Association Benelux des conseils en marques et modèles (BMM): R. H. van Dijk. Centre d'études internationales de la propriété industrielle (CEIPI): F. Savignon. Fédération internationale des associations des inventeurs (IFIA): E. Nyren. Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI): K. Raffnsøe. Fédération internationale de documentation (FID): F. Schweikhardt. Licensing Executives Society (LES): D. C. Maday; G. Modiano. Union des industries de la Communauté européenne (UNICE): C. Wickham.

V. Bureau

Président: C. Fernández Ballesteros (Uruguay). Vice-présidents: J.-C. Combaldieu (France); V. Zubarev (Union soviétique). Secrétaire: I. Thiam (OMPI).

VI. Bureau international de l'OMPI

A. Bogsch (Directeur général); M. Porzio (Vice-directeur général); L. Baeumer (Directeur, Division de la propriété industrielle); P. Claus (Directeur, Division des classifications et de l'information en matière de brevets); I. Thiam (Directeur, Division des relations extérieures); E. Pareja (Chef de la Division de la coopération pour le développement); B. Machado (Administrateur principal, Relations extérieures et coopération pour le développement).

Etudes générales

Les inventions dans les Universités suisses

F. DESSEMONTET *

* Professeur aux Facultés de droit de Lausanne et Fribourg.

La protection par brevets dans le domaine du génie génétique

A. HÜNI et V. BUSS *

* Respectivement, Directeur adjoint/Chef du département des brevets, et membre du département des brevets, CIBA-GEIGY S.A., Bâle. La présente étude a été remise aux fins de publication en janvier 1982 et analyse la situation juridique jusqu'à cette date.

Nouvelles diverses

BANGLADESH

« *Controller of Patents and Designs* »

Nous apprenons que M. Mahfuzur Rahman Khan a été nommé *Controller of Patents and Designs*.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

« *Registrar of Trade Marks* »

Nous apprenons que M. Alan Bryan a été nommé *Registrar of Trade Marks*.

Bibliographie

Codice della proprietà industriale e del diritto d'auteur, de Mario Fabiani. A. Giuffrè, Milan, 1982. — 1.093 pages.

Cette nouvelle publication, préparée par le Professeur M. Fabiani, vient enrichir la documentation existant sur la propriété intellectuelle en Italie. Il s'agit de la mise à jour d'une collection de textes législatifs et conventionnels, qui s'est avérée nécessaire par suite de nombreuses innovations survenues en la matière au cours de la dernière décennie, notamment sur le plan international.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première contient les lois et règlements applicables dans les domaines du droit d'auteur et de la propriété industrielle. La deuxième est consacrée aux conventions et accords conclus dans le cadre européen, et plus spécialement dans celui des Communautés européennes. Dans la troisième partie, le lecteur trouvera les textes d'autres conventions internationales multilatérales.

Les textes des conventions internationales, parmi lesquels ceux de la Convention instituant l'OMPI et des conventions administrées par celle-ci, sont pour la plupart reproduits en langue française. Un index alphabétique facilite la consultation de cette collection.

MS

The EEC and Intellectual Property, de D. Guy and G. I. F. Leigh. Sweet & Maxwell, Londres, 1981. — 375 pages.

Comme les auteurs l'indiquent dans leur préface, ils ont voulu, en écrivant ce livre, analyser dans quelle mesure le droit de la CEE a une incidence sur l'exercice traditionnel des droits nationaux de propriété intellectuelle. Ce faisant, ils ont mis en évidence ce qu'ils considèrent comme le fil conducteur de la quasi-totalité des jugements de la Cour de justice et des décisions de la Commission concernant la propriété intellectuelle. Ce fil conducteur est la distinction faite entre l'existence de la propriété intellectuelle, sur laquelle le droit communautaire n'a pas d'incidence, et l'exercice des droits de propriété intellectuelle, qui subit l'influence des dispositions du Traité de Rome relatives à la concurrence et à la libre circulation des marchandises.

Le livre traite successivement de diverses questions importantes : la titularité du droit, la cession de licences et l'aliénation de la propriété intellectuelle, et la distinction faite par les auteurs entre l'existence des droits de propriété intellectuelle et leur exercice est abondamment démontrée dans chaque cas. En outre, les effets réels ou possibles du brevet européen, du brevet communautaire et de la marque communautaire sur les droits nationaux de propriété intellectuelle font l'objet d'une analyse de qualité.

JE

Les procédures de la coopération financière et technique dans le cadre de la deuxième Convention de Lomé, de Riccardo Lala. Giappichelli, Turin, 1981. — 242 pages.

On a souvent l'impression que l'expansion récente du droit international économique a lieu d'une manière par trop anarchique et qu'une certaine tendance existe à faire rentrer dans cette branche de la science juridique des systèmes de règles de droit de nature très variée, ayant peut-être pour seul aspect commun le fait d'être de définition assez laborieuse. Cela n'est pas le cas du droit international du développement, dont la connexité naturelle avec le droit international économique est tout à fait évidente.

A l'intérieur même du droit international du développement, une branche importante est constituée par l'ensemble des dispositions concernant l'aide au développement de la Communauté économique européenne. C'est précisément à cette

matière, si peu étudiée jusqu'à présent (du moins du point de vue systématique) par la science juridique, que l'ouvrage de M. Lala est dédié. Il s'agit donc d'abord d'un effort visant à préciser la position de cette matière par rapport, d'une part, au droit communautaire. Deuxièmement, le livre en question constitue une tentative de décrire d'une manière systématique le « cycle vital » des projets financés par la Communauté, regroupant une série de phénomènes dont il est rare qu'on s'occupe partant d'une vision unitaire des procédures de programmation, du processus décisionnel au niveau interétatique auprès des deux « comités de gestion », de la conclusion d'actes contractuels destinés à régir les financements ainsi octroyés, enfin, des diverses formes de contrôle.

Il faut ajouter que cette matière traverse aujourd'hui dans son ensemble une période de grande transformation, au cours de laquelle plusieurs aspects du système ont été mis en discussion. Nous pouvons mentionner à ce propos l'élargissement progressif, du point de vue territorial, du système d'aide communautaire.

L'intérêt pour cette matière va en réalité bien au-delà de l'importance des enjeux économiques en présence. En effet, ce qui est plus stimulant, du point de vue du juriste, est, peut-être, l'aspect « méthode » : il s'agit d'une démonstration presque exemplaire de la possibilité, offerte au juriste spécialisé en matière économique, d'interpréter des problèmes de ce type avec une approche à la fois juridique et économique, qui seule permet d'appréhender dans son ensemble la réalité de ces phénomènes complexes.

Finalement, l'ouvrage de M. Lala a le mérite de pouvoir susciter l'intérêt des milieux les plus différents. Sans aucun doute, les lecteurs les plus concernés de cette étude seront les spécialistes de l'aide communautaire au développement ; mais elle pourra stimuler des réflexions d'une grande actualité même de la part de lecteurs d'une orientation différente.

F. BENUSSI
OEB

Australian Trade Mark Law and Practice, de D. R. Shanahan. The Law Book Company Limited, Sydney, 1982. — 522 pages.

Tous ceux qui cherchent une étude complète ou simplement la réponse à une question particulière sur le droit et la pratique des marques en Australie trouveront dans cet ouvrage pratique, complet et bien documenté un outil de référence secondaire excellent.

Après une brève introduction théorique et historique, l'auteur entreprend avec une précision et une clarté toutes juridiques de décrire le système australien des marques. Bien qu'il mette évidemment l'accent sur la titularité du droit, son enregistrement, sa protection et la concession de licences de marques sous l'empire de la Loi de 1955 sur les marques, il examine aussi de façon complète d'autres questions juridiques concernant des concepts de *common law*, comme le *passing off*, et les aspects correspondants de la législation concernant la loyauté dans le commerce et la protection du consommateur, en particulier la Loi de 1974 sur les pratiques commerciales car, comme il le remarque, ces questions sont foncièrement indissociables.

HL

Sélection de nouveaux ouvrages

BEIER (F.-K.) et STRAUS (J.). *Der Schutz wissenschaftlicher Forschungsergebnisse: Zugleich eine Würdigung des Genfer Vertrages über die internationale Eintragung wissenschaftlicher Entdeckungen*, Verlag Chemie, Weinheim et al., 1982. — 116 p.

- BURNIER (D.). *La notion de l'invention en droit européen de brevets*, Librairie Droz, Genève, 1981. — 208 p.
- COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES. Patent Information and Documentation in Western Europe: an Inventory of Services Available to the Public (H. Bank, M. Fenat-Haessig et M. Roland, eds.) (2^e éd.), K. G. Saur, Munich et al., 1981. — 268 p.
- CORNISH (W. R.). *Intellectual Property: Patents, Copyright, Trade Marks and Allied Rights*, Sweet & Maxwell, Londres, 1981. — 630 p.
- DIAMOND (S.). *Trademark Problems and How to Avoid Them*, Crain Books, Chicago, 1982. — 276 p.
- GAUDIN (J.-H.). *Stratégie et négociation des transferts de techniques: accords de licence, d'assistance technique et de coopération industrielle*, Ed. du Moniteur, Paris, 1982. — 253 p.
- La contrefaçon: marques, propriété littéraire et artistique, appellations d'origine: Colloque organisé par l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, Union des fabricants, Paris, 1981. — 230 p.
- MADDISON (R.). *Patent and Patent Licensing Law in Europe: Recent Trends and Current Developments*, Economist Intelligence Unit, Londres, 1981. — 92 p.
- MAURAND-SONNIER (A.). *Les objectifs nationaux de la réforme du droit français des brevets d'invention*, Centre du droit de l'entreprise, Montpellier, 1982. — 97 p.
- MOUSSERON (J.-M.). *Loi de 1968-1978: Jurisprudence 1969-1981*, Centre du droit de l'entreprise, Montpellier, 1981. — 39 p.
- PERRY (L.) et BRETT (H.) (eds.). *The Legal Protection of Computer Software*, ESC, Oxford, 1981. — 197 p.
- PHILLIPS (J.) (éd.). *Employees' Inventions, a Comparative Study*, Fernswey Publications, Sunderland (UK), 1981. — 212 p.
- Protéger la forme: Colloque international organisé par l'Institut National de la Propriété Industrielle et le Centre de Création Industrielle, INPI, Paris, 1981. — 198 p.
- Recent Developments in Licensing*, American Bar Association, Chicago, 1981. — 264 p.
- SCHEUCHZER (A.). *Nouveauté et activité inventive en droit européen des brevets*, Librairie Droz, Genève, 1981. — 469 p.
- SÉPULVEDA (C.). *El sistema mexicano de propiedad industrial: un estudio sobre las patentes, los certificados de invención, las marcas, los avisos y los nombres comerciales y la competencia desleal* (2^e éd.), Porrúa, Mexico, 1981. — 258 p.
- UNITED STATES TRADEMARK ASSOCIATION. *Trademark Management: a Guide for Executives*, Clark Boardman Co., New York, 1981.
- Vers une érosion du droit des brevets d'invention? Nairobi 1981: Colloque de l'IRPI sur la révision de la Convention de Paris*, Librairies Techniques, Paris, 1982. — 100 p.
- VIDA (A.). *Trademarks in Developing Countries*, LES International, Londres, 1981. — 204 p.
- DESSEMONTET (F.). « La publicité et la propriété intellectuelle », *Schweizerische Juristen-Zeitung*, 1982, No 1, pp. 1-9.
- « Development of Plant Variety Protection Throughout the World in 1981 », *Plant Variety Protection*, 1982, No 28, pp. 22-35.
- FLORIDIA (G.). « Lineamenti generali della riforma del sistema italiano dei brevetti », *Rivista di diritto industriale*, 1981, vol. 30, No 2, pp. 190-216.
- GUTTMAN (D. S.). « International Trademarks and the Japanese Language: A Guide for the Perplexed », *Trademark Reporter*, 1981, vol. 71, No 5, pp. 570-575.
- HESSE (H. G.). « Die Aufgabe: Begriff und Bedeutung im Patentrecht », *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht*, 1981, vol. 83, No 12, pp. 853-864.
- HOFFMANN (T. J.) et BROWNSTONE (S. E.). « Protection of Trademark Rights Acquired by International Reputation Without Use or Registration », *Trademark Reporter*, 1981, vol. 71, No 1, pp. 1-37.
- JANICKE (P. M.) et BOROVVOY (R.). « Mediation and Arbitration of Patent Issues », *Intellectual Property Law Review*, 1981, No 13, pp. 17-37.
- JIAXIN (R.). « Some Legal Aspects of Our Import of Technology and Utilization of Foreign Investment », *China Law Reporter*, 1980, vol. 1, No 2, pp. 85-102.
- KRÜGER (C.). « Right of Privacy, Right of Personality and Commercial Advertising », *IIC, International Review of Industrial Property and Copyright Law*, 1982, vol. 13, No 2, pp. 183-208.
- LEIČHIK (V. M.). « Vazhnyĭ istochnik sozdaniia slovesnykh tovarnykh znakov », *Voprosy izobretatel'stva*, 1981, No 10, pp. 18-22.
- LYNFIELD (H. G.). « The Role of the Person Skilled in the Art as Expert in Patent Litigation », *NIR, Nordiskt immateriellt Rättsskydd*, 1982, No 2, pp. 223-260.
- MICHEL (P.). « Brevets: une arme encore trop négligée », *Industries et techniques*, 1981, No 447, pp. 28-36.
- MODIANO (G.). « International Patent Licensing Agreements and Conflict of Laws », *Intellectual Property Law Review*, 1981, No 13, pp. 609-625.
- RÉMICHE (B.). « La trasferencia de tecnología en América Latina », *Revista del derecho industrial*, 1981, vol. 3, No 7, pp. 88-119.
- SCHEUCHZER (A.). « Pour protéger la nouveauté: le brevet d'invention », *Revue suisse du management*, mai 1982, pp. 2-4.
- SCHWARTZ (I. E.). « Le droit des marques dans la communauté européenne: premier bilan », *Revue internationale de la propriété industrielle et artistique*, 1981, vol. 88, No 124, pp. 328-339.
- SEXTON (D. L.). « Inventor Assistance: An Appraisal of Innovation Programs », *Patent Law Annual*, 1981, No 19, pp. 149-165.
- SHIBUYA (T.). « The Administrative Regulation of Transfer of Technology in Japan », *European Intellectual Property Review*, 1982, vol. 4, No 1, pp. 18-23.
- STAUDER (B.) and BÜHLER (M.). « La protection des consommateurs et la publicité », *Revue de la Société des juristes bernois*, 1981, vol. 117, No 11, pp. 520-543.
- WINTER (F.). « La piraterie internationale des marques: une pierre de touche de notre droit contre l'emploi abusif de la libre circulation des marchandises », *Revue internationale de la propriété industrielle et artistique*, 1981, No 125, pp. 465-474.

Sélection d'articles récents

- BEIER (F.-K.). « Conflict of Law Problems of Trademark License Agreements », *IIC, International Review of Industrial Property and Copyright Law*, 1982, vol. 13, No 2, pp. 162-182.
- BELL (G. R.). « Protecting and Licensing Trade Secrets and Know-How under Canadian Law », *Licensing Law and Business Report*, 1982, vol. 4, No 9, pp. 205-214.
- CAWTHRA (B.). « Current Legal Problems at the European Patent Office », *European Intellectual Property Review*, 1982, vol. 4, No 2, pp. 38-46.
- DELORME (J.) and MÉZIÈRES (J.-F.). « Peut-on mesurer l'innovation? », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 1981, vol. 20, No 2/3, pp. 129-147.

Sélection de nouvelles publications de l'OMPI en 1982 en matière de propriété industrielle

- Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques* (3^e édition), Partie II (Liste des produits par classe), No 500.2 (F), mars 1982 (Fr.s. 60.—).

Guide pour l'enregistrement international des marques (Union de Madrid) (édition d'avril 1982), No 430(F), mars 1982 (Fr.s. 20.—).

Guide pour les pays en développement sur l'examen des demandes de brevets, No 625(F) — version abrégée (gratuite); No 624(F) — version intégrale (Fr.s. 15.—), septembre 1982.

Statistiques de propriété industrielle pour 1980 (Publication B), IP/STAT/1980/B, février 1982 (Fr.s. 75.—).

The Use and Usefulness of Trademarks in Developing Countries — Colombo Trademark Seminar, No 642(E), juillet 1982 (Fr.s. 30.—).

The Use of the Patent System by Industrial Enterprises in Developing Countries — São Paulo Seminar, 1981, No 643 (E), juillet 1982 (Fr.s. 20.—).

Calendrier

Réunions de l'OMPI

(Cette liste ne contient pas nécessairement toutes les réunions de l'OMPI et les dates peuvent faire l'objet de modifications.)

1983

- 17 au 28 janvier (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur l'information en matière de recherche
- 25 au 29 janvier (New Delhi) — Comité permanent chargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins
- 23 au 25 février (Dakar) — Comité régional d'experts sur les modalités d'application en Afrique des dispositions types de législation nationale sur les aspects « propriété intellectuelle » de la protection des expressions du folklore (convoqué conjointement avec l'Unesco)
- 16 au 18 mars (Genève) — Forum mondial de l'OMPI sur la piraterie des émissions et des œuvres imprimées
- 18 au 23 avril (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur l'information générale
- 25 au 29 avril (Genève) — Union de coopération en matière de brevets (PCT) — Comité chargé des questions administratives et juridiques
- 2 au 6 mai (Genève) — Comité d'experts sur l'activité inventive commune
- 26 mai au 3 juin (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur les questions spéciales et Groupe de travail sur la planification
- 6 au 10 juin (Genève) — Groupe d'experts sur la protection juridique du logiciel
- 6 au 17 juin (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur l'information en matière de recherche
- 20 au 24 juin (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail spécial sur la revision du Guide de la classification internationale des brevets
- 4 au 8 juillet (Genève) — Comité consultatif commun Unesco-OMPI sur l'accès des pays en développement aux œuvres protégées par le droit d'auteur (convoqué conjointement avec l'Unesco)
- 12 au 16 septembre (Genève) — Union pour la classification internationale des brevets (IPC) — Comité d'experts
- 14 au 16 septembre (Paris) — Colloque d'organisations internationales non gouvernementales sur la double imposition des redevances de droits d'auteur (convoqué conjointement avec l'Unesco)
- 19 au 23 septembre (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) et Comité de coopération technique (PCT/CTC) du PCT
- 26 septembre (Genève) — Union de Paris — Célébration du centenaire de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle
- 26 septembre au 4 octobre (Genève) — Organes directeurs (Assemblée générale, Conférence et Comité de coordination de l'OMPI; Assemblées des Unions de Paris, Madrid, La Haye, Nice, Lisbonne, Locarno, IPC, PCT, Budapest, TRT et Berne; Conférences de représentants des Unions de Paris, La Haye, Nice et Berne; Comités exécutifs des Unions de Paris et Berne; Comité des Directeurs de l'Union de Madrid; Conseil de l'Union de Lisbonne)
- 12 au 14 octobre (Genève, siège du BIT) — Convention de Rome — Comité intergouvernemental (convoqué conjointement avec le BIT et l'Unesco)
- 17 au 21 octobre (Genève) — Comité d'experts gouvernementaux sur des statuts types à l'intention des organismes administrant les droits d'auteur dans les pays en développement (convoqué conjointement avec l'Unesco)

- 21 au 25 novembre (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur l'information générale
- 28 novembre au 2 décembre (Genève) — Comité permanent chargé de l'information en matière de brevets (PCPI) — Groupe de travail sur les questions spéciales et Groupe de travail sur la planification
- 8 au 16 décembre (Paris) — Union de Berne — Comité exécutif — Session extraordinaire (tenant, pour l'examen de certaines questions, des réunions communes avec le Comité intergouvernemental de la Convention universelle sur le droit d'auteur)

Réunions de l'UPOV

1983

- 26 et 27 avril (Genève) — Comité administratif et juridique
- 28 avril (Genève) — Comité consultatif
- 30 mai (Saragosse) — Groupe de travail technique sur les plantes potagères — Sous-groupe
- 31 mai au 2 juin (Saragosse) — Groupe de travail technique sur les plantes potagères
- 7 juin (Tystofte, Skaelskør) — Groupe de travail technique sur les plantes agricoles — Sous-groupes
- 8 au 10 juin (Tystofte, Skaelskør) — Groupe de travail technique sur les plantes agricoles
- 20 septembre (Rome ou Santa Cruz) — Groupe de travail technique sur les plantes fruitières — Sous-groupes
- 21 au 23 septembre (Rome ou Santa Cruz) — Groupe de travail technique sur les plantes fruitières
- 27 au 29 septembre (Conthey ou Wädenswil) — Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers
- 3 et 4 octobre (Genève) — Comité technique
- 11 octobre (Genève) — Comité consultatif
- 12 au 14 octobre (Genève) — Conseil
- 7 et 8 novembre (Genève) — Comité administratif et juridique
- 9 et 10 novembre (Genève) — Réunion d'information avec les Organisations internationales non gouvernementales

Réunions d'autres organisations internationales s'occupant de propriété industrielle

1983

- Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle — 5 au 7 septembre (Munich) — Assemblée et réunion annuelle
- Association internationale pour la protection de la propriété industrielle — 23 au 27 mai (Paris) — XXXII^e Congrès
- Benescience Foundation — 27 au 29 avril (Munich) — Conférence sur la rédaction et l'interprétation des revendications en matière de brevets
- Ligue internationale contre la concurrence déloyale — 18 au 21 septembre (Montréal) — Journées d'études

1984

- Office royal suédois des brevets et de l'enregistrement — 13 au 15 juin (Stockholm) — Symposium sur le Centenaire du système suédois des brevets